

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

Cinquième Commission
56e séance
tenue le
mardi 11 mai 1999
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 56e SÉANCE

Président : M. ABELIAN (Arménie)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 122 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES CHARGÉ DU MAINTIEN DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT (suite)

- a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT (suite)
- b) FORCE INTÉRIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA RÉOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (suite)

- a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT (suite)
- b) ACTIVITÉS DIVERSES (suite)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (suite)

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT ET LIQUIDATION DE L'AUTORITÉ PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE (suite)

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DE PROTECTION DES NATIONS UNIES, DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA CONFIANCE EN CROATIE, DE LA FORCE DE DÉPLOIEMENT PRÉVENTIF DES NATIONS UNIES ET DU QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES DE PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN SOMALIE II (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/53/SR.56
7 juin 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

SOMMAIRE (suite)

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE (suite)

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN GÉORGIE (suite)

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite)

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU LIBÉRIA (suite)

POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA (suite)

POINT 136 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION AU TADJIKISTAN (suite)

POINT 138 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (suite)

POINT 139 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION TRANSITAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA SLAVONIE ORIENTALE, LA BARANJA ET LE SREM OCCIDENTAL ET DU GROUPE D'APPUI DE LA POLICE CIVILE (suite)

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI, DE LA MISSION DE TRANSITION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI ET DE LA MISSION DE POLICE CIVILE DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite)

POINT 142 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DE LA MISSION DE VÉRIFICATION DES NATIONS UNIES AU GUATEMALA (suite)

POINT 143 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

- a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

- a) ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

La séance est ouverte à 10 heures.

POINT 122 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES CHARGÉ DU MAINTIEN DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT (suite)

- a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT (suite) (A/53/779 et Corr.1 et Add.1 et A/53/895 et Add.1)
- b) FORCE INTÉRIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite) (A/53/797, A/53/819 et A/53/895 et Add.1)

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA RÉOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (suite)

- a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT (suite) (A/53/782, A/53/817 et A/53/895 et Add.1)
- b) ACTIVITÉS DIVERSES (suite)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (suite) (A/53/810, A/53/820 et A/53/943)

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT ET LIQUIDATION DE L'AUTORITÉ PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE (suite) (A/53/340 et A/53/895)

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DE PROTECTION DES NATIONS UNIES, DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA CONFIANCE EN CROATIE, DE LA FORCE DE DÉPLOIEMENT PRÉVENTIF DES NATIONS UNIES ET DU QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES DE PAIX DES NATIONS UNIES (suite) (A/53/895; A/C.5/53/56)

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN SOMALIE II (suite) (A/49/563/Add.2-4; A/50/741; A/52/882; A/53/895; A/C.5/53/52)

POINT 130 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE (suite) (A/53/783 et Corr.1; A/53/805 et A/53/895 et Add.3)

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN GÉORGIE (suite) (A/53/821, A/53/844 et Corr.1-2 et A/53/895 et Add.4)

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite) (A/53/895; A/C.5/53/55)

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU LIBÉRIA (suite) (A/52/401/Add.1-2; A/53/802 et A/53/896)

POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA (suite) (A/50/712/Add.3; A/52/752; A/53/895 et A/C.5/53/57)

/...

POINT 136 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION AU TADJIKISTAN (suite) (A/53/784; A/53/816 et A/53/895 et Add.5)

POINT 138 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (suite) (A/53/764; et Corr.1; A/53/800 et A/53/895 et Add.6)

POINT 139 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION TRANSITAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA SLAVONIE ORIENTALE, LA BARANJA ET LE SREM OCCIDENTAL ET DU GROUPE D'APPUI DE LA POLICE CIVILE (suite) (A/53/742; A/53/838 et Corr.1 et A/53/897)

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI, DE LA MISSION DE TRANSITION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI ET DE LA MISSION DE POLICE CIVILE DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (suite) (A/53/769; A/53/789/Add.1 et A/53/895 et Add.7)

POINT 142 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DU GROUPE D'OBSERVATEUR MILITAIRE DE LA MISSION DE VÉRIFICATION DES NATIONS UNIES AU GUATEMALA (suite) (A/53/775 et A/53/898)

POINT 143 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

a) FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

Compte d'appui (suite) (A/53/418; A/53/854 et Add.1 et A/53/901; A/C.5/53/60)

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (suite) (A/52/858; A/53/776; A/53/815 et A/53/895 et Add.8; A/C.5/53/60)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

a) ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Opérations de maintien de la paix (suite) (A/53/5 (vol. II), A/53/932 et A/53/940)

1. Mme SCHUTT (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, des pays associés Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et République tchèque et, en outre, de l'Islande et de la Norvège, dit que l'analyse coût-avantage présentée par le Secrétaire général dans son rapport (A/52/858) confirme que la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi contribue à une utilisation plus économique des ressources des Nations Unies. Elle note que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires exprime la même opinion dans son rapport (A/53/895/Add.8). L'Union européenne partage également la conclusion du Comité consultatif exprimée au paragraphe 33 du rapport selon laquelle la Base accomplit actuellement du bon travail pour les Nations Unies en tenant prêts des jeux de matériel permettant de démarrer deux missions et en fournissant des services de gestion des avoirs et un appui en matière de communication. L'Union européenne est particulièrement satisfaite du rattrapage rapide du retard pris

/...

dans l'établissement d'un inventaire et se félicite du fait qu'une base de données unique pour le contrôle des avoirs sur le terrain a été mise en place depuis octobre 1998 et que des mesures ont été prises pour éviter de tels retards à l'avenir.

2. L'Union européenne estime que le Secrétariat devrait considérer en priorité trois questions essentielles pour la Base. Tout d'abord, il partage l'opinion du Comité consultatif selon lequel il faudrait apporter une très grande attention à la gestion de l'inventaire, une des fonctions clef de la Base. En deuxième lieu, il fait sienne la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que le Secrétaire général indique clairement dans le prochain budget les ressources nécessaires à la Base pour s'acquitter de ses fonctions essentielles. Troisièmement, il se dit convaincu que la viabilité à long terme de la Base peut et doit être encore améliorée et il encourage le Secrétaire général à prendre des mesures complémentaires pour élargir l'utilisation de la Base en offrant ses services, dans un système de partage des coûts, aux institutions spécialisées, aux fonds et aux programmes. Elle aimerait avoir à ce sujet des informations complémentaires à jour de la part du Secrétariat concernant la possibilité d'accroître le potentiel de la Base pour des activités de formation et pour la communication.

3. Elle fait sienne la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que le projet budget du Secrétaire général pour la Base soit approuvé.

4. M. HUGHES (Nouvelle-Zélande), parlant au nom des délégations de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande (CANZ) dit que les budget des opérations de maintien de la paix pour 1999-2000 ont fait l'objet d'améliorations appréciables : l'utilisation de techniques budgétaires qui donnent davantage d'importance à l'expérience réelle sur le terrain plutôt qu'à des établissements de coût standards ou théoriques a permis des réductions importantes des prévisions budgétaires pour 1999-2000 et devrait permettre une diminution du montant important des soldes inutilisés qui a caractérisé les budget récents des opérations de maintien de la paix.

5. Selon les principes de la budgétisation intégrale, les prévisions concernant les recettes et les dépenses devraient être indiquées; comme pour le budget ordinaire, les diverses prévisions de recette devraient figurer dans les budgets des opérations de maintien de la paix pour la période 2000-2001.

6. Les délégations du CANZ sont préoccupées par le niveau élevé des engagements non réglés, en particulier cet engagement douteux de 97,4 millions de dollars et ces bordereaux interservices non approuvés d'un montant de 51,9 millions de dollars mentionnés aux paragraphes 25 à 29 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Les délégations du CANZ auraient pensé que toutes les questions concernant ces montants auraient été réglées et que les ajustements appropriés auraient été apportés aux états financiers avant la présentation des comptes aux États Membres : le problème des engagements non réglés n'est pas nouveau et il a fait l'objet d'observations critiques de la part du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif car il a des incidences directes sur les fonds dus aux États Membres, soit en tant que fournisseurs de contingents soit en tant que bénéficiaires de crédits. Des mesures doivent être immédiatement prises pour que les engagements non réglés et

/...

les bordereaux interservices non approuvés soient examinés régulièrement et que leur niveau général soit réduit sensiblement.

7. Les délégations du CANZ ont conclu du rapport du Comité des commissaires aux comptes que des structures de gestion des opérations de maintien de la paix sont trop complexes et il encourage le Secrétariat à mettre en place une structure appropriée tant pour les missions elles-mêmes qu'entre les missions et le Siège afin de pouvoir utiliser de manière plus efficace les ressources en assurant une ligne de démarcation claire entre les pouvoirs et les responsabilités. Le rapport note également que les procédures administratives sont excessivement complexes et peut-être mal adaptées aux opérations de maintien de la paix et les délégations du CANZ proposent donc que le Comité détermine, dans son prochain rapport, les domaines où des procédures plus rationnelles pourraient renforcer l'efficacité. Elle note à ce sujet que le renforcement de la délégation de pouvoir pour les missions en cours de liquidation aurait eu des résultats positifs et elle estime donc qu'il y a une marge pour une augmentation générale des délégations de pouvoirs sur le terrain.

8. Les délégations du CANZ se félicitent des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la résolution 53/12 de l'Assemblée générale concernant le compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix. L'exercice budgétaire actuel est cependant transitoire pour le Département des opérations de maintien de la paix avec l'abandon progressif du personnel fourni à titre gracieux de type II mais elles espèrent cependant que l'évaluation critique demandée par le Comité consultatif au paragraphe 22 de son rapport sur le compte d'appui (A/53/901) serait menée en 1999 et ferait état d'une diminution des crédits nécessaires pour 2000-2001 car les tâches encore en attente concernant des opérations de mission de la paix terminées et closes auront été menées à bien. Elles espèrent également que les rapports finaux d'exécution des budgets dus depuis longtemps pour la mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), la mission des Nations Unies à Haïti (MINUAR), l'opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM), et les forces de paix des Nations Unies (FPNU) seraient présentées à l'examen de la cinquième Commission lors de la prochaine session de l'Assemblée générale.

9. Les délégations du CANZ approuvent la demande du Secrétaire général pour 406 nouveaux postes au titre du compte d'appui, étant donné la possibilité que plusieurs nouvelles opérations de maintien de la paix soient nécessaires et note que le Comité consultatif est également d'avis que les six postes de l'État major de mission à déploiement rapide sont également nécessaires. Les délégations du CANZ estiment à cet égard que l'État de major de mission à déploiement rapide doit devenir opérationnel en se dotant de tous les moyens dont il a besoin, notamment la mise en place des positions militaires nécessaires.

10. Les délégations du CANZ sont préoccupées par l'absence de calendrier pour la mise en oeuvre du système intégré de gestion (SIG) pour les opérations des Nations Unies sur le terrain. Le manque de liaison entre le Siège et le terrain entraîne une double opération inefficace de traitement des données et signifie que ni le Siège ni les missions de maintien de la paix n'ont d'information sur les dépenses en temps réel pour les aider à gérer leurs ressources et leurs budgets. Le SIG devrait être mis en place d'urgence sur le terrain.

11. Le représentant de la Nouvelle-Zélande approuve l'opinion exprimée par le Comité consultatif au paragraphe 14 de son rapport sur la force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) (A/53/895/Add.1) selon lequel le solde net de 13,6 millions de dollars figurant au compte d'attente devrait être reversé aux États Membres. Il note également que dans l'État XXX de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a déclaré que le compte du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) contient plus de 20 millions de dollars en liquide avec seulement 2,8 millions de dollars de passif dont 2,2 millions étaient dus au Fonds de réserve pour le maintien de la paix des Nations Unies. L'actif disponible sur les comptes des opérations de maintien de la paix closes devrait en priorité être reversé aux États Membres conformément aux règles de gestion financière et au règlement financier.

12. M. BOND (États-Unis d'Amérique) note que sa délégation demande depuis plusieurs années un examen de la fonction d'appui aux opérations de maintien de la paix du Siège. Les opérations de maintien de la paix concernent plusieurs départements; en fait, le compte d'appui finance non seulement des postes au Département des opérations de maintien de la paix mais également des activités au Bureau exécutif du Secrétaire général, au Département de la gestion, au Bureau des services de contrôle interne et au Bureau des affaires juridiques. Il rappelle qu'en 1998, sa délégation, appuyée par d'autres délégations qui partageaient ses vues, a consacré un temps considérable à examiner cette question avec des fonctionnaires de haut niveau du Secrétariat et il regrette que celui-ci n'ait pas examiné la question des relations entre les départements ni évalué les procédures nécessaires pour mener à bien les tâches efficacement ainsi que les structures et du personnel dont le Siège a besoin pour s'acquitter des fonctions essentielles de l'appui aux opérations de maintien de la paix.

13. Une fois de plus, les États Membres sont saisis d'un compte d'appui qui flatte les fonctions importantes mais ne traite pas les problèmes fondamentaux des chevauchements et des doubles emplois. Sa délégation n'est pas convaincue par l'analyse du rapport du Secrétaire général (A/53/854/Add.1) selon laquelle il n'y a pas de chevauchement entre les fonctions du Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques et elle continue à estimer que si les fonctions de ces deux départements sont en fait différentes, leurs personnels ont des fonctions qui font double emploi, en particulier dans le domaine de l'information au jour le jour et les enquêtes. Une telle analyse, qui semble avoir été menée avec un but préétabli ne sert les intérêts ni du Secrétariat ni des États Membres ni des activités de maintien de la paix.

14. Il se félicite de la recommandation dans le rapport du Secrétaire général tendant à ce que certains postes soient redistribués du Département de la gestion au Département des opérations de maintien de la paix. Sa délégation n'est cependant pas impressionnée par la partie du rapport traitant de la Division de l'administration et de la logistique des missions, où près de 200 postes ne sont pas justifiés ni répartis par section. Des éclaircissements complémentaires sont nécessaires.

15. Sa délégation a noté la mise en place de la Division de la police militaire et civile dans le cadre de la restructuration du Département des opérations maintien de la paix et observera attentivement les travaux de cette Division pour être sûre qu'elle est totalement intégrée dans le fonctionnement

/...

du Département. Sa délégation espère que le transfert du Centre des opérations au Bureau des opérations améliorera la capacité de réaction du Centre des opérations.

16. Il note également dans le rapport que le Département des opérations de maintien de la paix fournit également une planification et un appui sur le plan administratif et logistique à un certain nombre de missions autres que des missions de maintien de la paix. Il souhaiterait avoir des explications sur les modalités de cette planification et sur les arrangements faits pour les remboursements éventuels.

17. Son gouvernement se félicite du fait que le Secrétariat mais aussi le Comité consultatif approuvent la création de l'État major de mission à déploiement rapide mais explique que les besoins en personnel pourraient être satisfaits par une redistribution des postes du Secrétariat, comme le recommande le Comité consultatif. Il approuve cependant fermement la position de l'Union européenne en ce qui concerne la nécessité de veiller à ce que cette redistribution ne se fasse pas au détriment des spécialistes dont dispose actuellement le Secrétariat en matière de d'action militaire et de police civile.

18. M. SIAL (Pakistan) dit qu'il conviendrait d'examiner très attentivement la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que l'Assemblée générale reconsidère le niveau du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix : en effet, le niveau des opérations de maintien de la paix est en diminution mais le fonds a été fixé à 150 millions de dollars au moment où les dépenses au titre du maintien de la paix étaient de l'ordre de 1 milliard de dollars et n'avait même pas changé quand cette dépense avait dépassé 3 milliards de dollars.

19. À propos de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant la juste valeur marchande générique des matériels majeurs, il estime, comme le Groupe de travail de la phase IV, que l'examen de la question des remboursements devrait être entrepris par le Groupe de travail pour la phase V seule, conformément à la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale.

20. Il demande quelle mesure à été prise par le Secrétariat au sujet de la recommandation du Groupe de travail pour la phase IV concernant l'examen du manuel sur le matériel appartenant au contingent qui devait être terminé au plus tard à la mi-1999 et fait remarquer que cette recommandation a été acceptée par le Secrétaire général.

21. Il aimerait avoir des éclaircissements sur la recommandation du Comité consultatif selon laquelle les Nations Unies devraient renforcer leur compétence dans l'examen de la valeur marchande générique juste du matériel appartenant aux contingents : sa délégation a pleine confiance dans la compétence du Département des opérations maintien de la paix. Il souligne néanmoins que cet examen devrait être mené en consultation avec les États Membres.

22. En ce qui concerne la recommandation du Comité selon laquelle l'administration devrait réexaminer les dispositions concernant l'application rétroactive de la nouvelle procédure de remboursement du matériel appartenant aux contingents en vue de limiter le surcoût qui semble devoir en découler, il

/...

dit que le Comité devrait faire savoir comment le nouveau système devait être appliqué et expliquer pourquoi il estime que l'application rétroactive de la nouvelle procédure devrait entraîner un surcoût. Le Secrétaire général a fait savoir à ce propos qu'aucune comparaison définitive de l'ancien et du nouveau système n'avait été faite mais que le nouveau système avait permis de réaliser des économies comparables. Le Comité consultatif a déclaré qu'il ne voyait pas de raison d'entreprendre une telle étude.

23. La résolution 51/218 E permet l'application rétroactive du nouveau système dans le cas de mission qui ont commencé avant le 1er juillet 1996 alors même que le Comité consultatif a exprimé des préoccupations au sujet de l'application rétroactive aux missions dont les mandats s'étaient terminés avant juillet 1996. Sa délégation est d'avis que la résolution 51/218 E doit être lue en liaison avec la résolution 50/222, dans laquelle l'Assemblée générale a approuvé la recommandation contenue au paragraphe 51 du rapport du Groupe de travail sur la phase III (A/C.5/49/70) et au paragraphe 20 du rapport du Comité consultatif (A/50/887). Les paragraphes 7 et 8 de la résolution 52/240 de l'Assemblée générale sont également pertinents. Il demande donc un éclaircissement concernant le paragraphe 17 du rapport du Secrétaire général (A/53/932).

24. Il aimerait également avoir des éclaircissements sur la déclaration du Comité consultatif selon lequel le Groupe de travail de la phase IV a également recommandé un examen de l'application rétroactive de la nouvelle méthode de remboursement, car le Groupe de travail de la phase IV a en fait recommandé qu'aucune modification ne soit apportée à la pratique actuelle et que le Secrétariat établisse un rapport détaillé sur les incidences financières de l'application rétroactive. Ces recommandations ont été faites siennes par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/58 concernant la recommandation du Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix. Il note à cet égard que, dans sa résolution 2249 (S-V) l'Assemblée générale a confié au Comité spécial la mission d'examiner l'ensemble de la question des opérations de maintien de la paix sous tous ses aspects, notamment les méthodes de financement des opérations futures de maintien de la paix : ce mandat est toujours valable et doit être respecté.

25. Sa délégation note avec préoccupation les constatations du Comité sur le dossier des achats. Il note également que les instructions visant à corriger la situation seraient publiées le 31 décembre 1999. Il demande pourquoi certains dossiers ne sont pas disponibles et pourquoi il faut aussi longtemps pour mettre en oeuvre la recommandation qui figure au paragraphe 85 du rapport du Comité.

26. Le rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre des recommandations du Comité (A/53/932) n'est pas totalement conforme aux dispositions de la résolution 52/212 B de l'Assemblée générale, qui demande que le titre ou la position des fonctionnaires qui devraient être responsables de l'application des recommandations y soient précisés. Il demande des éclaircissements sur ce point et aimerait savoir quelles mesures ont été prises pour donner suite à la proposition du Comité tendant à ce qu'un comité spécial soit créé pour surveiller la mise en oeuvre de ses recommandations.

27. Sa délégation éprouve de la perplexité devant le paragraphe 7 du rapport du Comité consultatif (A/53/895/Add.3). Ce paragraphe parle de la négociation du

/...

statut du matériel appartenant aux contingents avec les pays qui le fournissent, mais ce matériel appartient en fait au pays qui l'a fourni et c'est à lui qu'il incombe de déterminer son utilité et la possibilité de le mettre en service. Toute discussion de cette question devrait en tout cas être laissée au Groupe de travail de la phase V.

28. Le paragraphe suivant du même rapport pose une question importante : il semble que les Nations Unies n'ont pas une politique unique en ce qui concerne la rotation des contingents. Il recommande que cette question soit également examinée par le Groupe de travail de la phase V.

29. Mme DINIĆ (Croatie) note que son pays a accueilli cinq opérations de maintien de la paix des Nations Unies sur son territoire depuis 1992. Ces missions ont connu des degrés de succès variés dans l'exécution de leurs mandats. Le succès de l'Autorité transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, le Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) est dû en particulier à un mandat clair et réaliste, à une coopération et une consultation étroite entre les Nations Unies et le pays hôte pour toutes les questions posées et l'appui généreux des pays qui ont envoyé des contingents. Les objectifs militaires et civils ont été atteints dans le temps fixé, ce qui témoigne de la qualité des dirigeants de la mission et de l'étroite collaboration avec le Gouvernement. Les problèmes posés par la réintégration d'un territoire qui avait été victime d'une volonté délibérée de séparation du point de vue de l'administration et de l'infrastructure ont été particulièrement sérieux.

30. À propos de l'aspect financier l'ATNUSO elle note que, si l'on en croit le rapport du Secrétaire général (A/53/742) il y a un solde inutilisé de 15 247 300 dollars brut pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, ce qui représente une économie de 11 % sur les crédits ouverts pour la période. Dans son rapport (A/53/897), le Comité consultatif a adressé des compliments pour les mesures de gestion prises en vue de réaliser ces économies et a déclaré que l'efficacité de l'opération se mesurait à la quantité de matériel transféré à d'autres missions et à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, qui avait compté pour 67 % de la valeur d'inventaire total des biens. Les leçons tirées de l'opération ATNUSO permettront de rendre les missions futures plus efficaces.

31. Elle exprime la gratitude de sa délégation pour tous ceux qui ont participé aux missions de maintien de la paix en Croatie et en particulier pour ceux qui ont payé de leur vie leur participation à la restauration de la paix et de la sécurité en Croatie.

32. M. TAKAHARA (Japon) dit que les opérations maintien de la paix comportent un certain nombre d'aspects importants qui ont obligé l'Organisation à promouvoir la coopération entre les activités de maintien de la paix et les autres activités d'assistance, à renforcer sa capacité de déploiement rapide, à amener les organisations régionales à s'impliquer plus activement, à prendre des mesures pour assurer la sécurité de son personnel et à diffuser des informations plus largement aux États Membres. Il est maintenant devenu indispensable d'analyser les incidences de ces changements dans le contexte d'un examen de la structure et des fonctions des départements compétents, de manière à élaborer des propositions visant à renforcer l'efficacité de l'appui administratif aux opérations maintien de la paix.

/...

33. Le rapport du Secrétaire général (A/53/854/Add. 1) sur le compte d'appui aux opérations maintien de la paix précise que la période actuelle est transitoire et caractérisée par l'élimination progressive de tous le personnel fourni à titre gracieux en application de la résolution 51/243 de l'Assemblée générale. Sa délégation estime que l'efficacité structurelle et fonctionnelle des changements proposés devait être vérifiée attentivement et réexaminée à un stade ultérieur : il sera impossible de savoir avec exactitude la capacité dont le Siège a besoin pour appuyer les opérations de maintien de la paix tant que le Département des opérations de maintien de la paix ne s'est pas adapté à l'élimination progressive du personnel fourni à titre gracieux. Le niveau des ressources nécessaires pour le projet de budget devrait être considéré dans ce contexte.

34. Passant à la question du budget du compte d'appui, il se félicite de l'élimination progressive du personnel fourni à titre gracieux, à la Division de la police militaire et civile et souligne l'importance qu'il y a à minimiser les pertes de compétences et à concentrer le personnel militaire de façon à pouvoir renforcer la coordination entre le personnel militaire et le personnel civil au sein du système des Nations Unies. Il aimerait avoir des informations complémentaires sur les fonctions assignées au Groupe de police civile et au Groupe de formation de l'État major de mission à déploiement rapide, sur la question de la fragmentation de la Division de l'administration et de la logistique ainsi que sur tout poste extrabudgétaire au Bureau de la logistique, de la gestion et de la lutte contre les mines. Il souhaite que la question des rapports entre le Département des opérations maintien de la paix et le Département des affaires politiques fasse l'objet d'un examen complémentaire. Pour terminer, il exprime l'appui de sa délégation pour l'adoption recommandée par le Comité consultatif d'un taux de vacance de poste de 8 % pour les postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 0 % pour les postes d'agents des services généraux.

35. M. PARK HAE-YUN (République de Corée) dit que sa délégation se félicite de l'amélioration de la présentation du rapport sur l'exécution du budget (A/53/776) sur la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. Il note avec satisfaction que la base a liquidé ses arriérés à temps et dans le cadre du budget. Les procédures efficaces et globales appliquées depuis récemment pour la réception et l'inspection des avoirs permettra d'éviter les retards à l'avenir. Il demande instamment la mise en oeuvre rapide des procédures de gestion des inventaires des avoirs, ainsi que l'inclusion dans les rapports sur l'exécution du budget et les projets de budget des diverses recettes provenant de la récupération des surcoûts encourus par la Base pour l'appui logistique donné sous forme de fournitures et de matériels fournis aux institutions spécialisées, aux fonds et aux programmes.

36. M. REPASCH (États-Unis d'Amérique) dit que si sa délégation est satisfaite du bon fonctionnement du contrôle de la gestion des missions de maintien de la paix, elle est déçue de voir des cas nouveaux de non respect, de mauvaise gestion, de gaspillage et d'une absence générale de bon sens. Il est vrai que de nombreuses missions de maintien de la paix opèrent dans des conditions difficiles sur le terrain mais elles devraient néanmoins s'en tenir aux règlements de l'Organisation. Sa délégation insiste pour que des responsables du Secrétariat et sur le terrain considèrent sérieusement les conclusions des vérificateurs au compte et appliquent les recommandations tout en faisant

/...

comprendre à leur personnel qu'ils étaient responsables des mauvaises gestions, des fraudes, des gaspillages et des abus.

37. Il aimerait savoir comment il était possible qu'une demande de remboursement de 60,3 millions de dollars par des pays fournisseurs de contingents n'ait pas été consignée dans les comptes et pourquoi les vérificateurs aux comptes ne les avaient pas comptabilisé. Il aimerait également connaître sous quelle forme et à quel moment le Bureau de la planification du budget et de la comptabilité du programme présentera sa proposition à l'Assemblée générale sur les besoins de financement pour les demandes de remboursements non comptabilisés. Il demande des renseignements complémentaires concernant la prestation non satisfaisante d'un sous-traitant en Angola; il demande à ce propos l'application du programme de vérification de la qualité pour prévenir de tels incidents à l'avenir et il préconise que des mesures soient prises pour assurer, dans ce cas particulier, l'obligation de garantie des résultats. En ce qui concerne un autre sous-traitant dont le contrat de fourniture de rations a été renouvelé plusieurs fois en dépit de manquement fréquent aux normes spécifiées de qualité et de quantité, il demande si l'Organisation sera en mesure d'obtenir des déductions pour ces résultats peu satisfaisants. Il demande également comment les activités d'achat, en particulier dans le domaine de l'appui logistique et des véhicules de moteur pouvaient se développer alors que le nombre et le niveau des missions de maintien de la paix avaient été considérablement réduits. Pour terminer, il demande l'avis du Comité consultatif sur le niveau approprié du Fonds de réserve pour les activités de maintien de la paix et sur les facteurs dont il faudrait tenir compte dans l'examen de ce fonds par l'Assemblée générale.

38. M. HADIDI (Jordanie) dit que sa délégation appuie les vues exprimées par le représentant du Pakistan et demande que les recommandations des Groupes de travail des phases II, III et IV sur le remboursement du matériel appartenant aux contingents ainsi que celles du Comité spécial sur les opérations maintien de la paix soient respectées.

39. M. MOKTEFI (Algérie) dit que sa délégation fait siennes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, en particulier celles qui concernent le remboursement du matériel appartenant au contingent. Compte tenu des préoccupations exprimées par le Comité des commissaires aux comptes dans leurs recommandations aux paragraphes 10 d) et j), il souhaite avoir des éclaircissements sur les vues du Secrétariat concernant ces recommandations telles qu'elles sont exprimées aux paragraphes 11, 17 et 18 du rapport du Secrétaire général sur leur application (A/53/932).

40. M. HALBWACHS (Contrôleur), répondant aux questions, dit que l'essentiel de l'augmentation des achats pour les opérations maintien de la paix concernait des véhicules et pièces détachées destinés à remplacer ceux qui avaient été achetés au début pour l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONU) et pour la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et ensuite transférés à d'autres missions. Ces dépenses n'ont pas de caractère répétitif.

41. Pour ce qui est de la fragmentation de la Division de l'administration de la logistique des missions et du Service de la logistique et des communications, il dit que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a déjà considéré que les mesures prises par la Division pour consolider sa structure

/...

administrative allait dans le sens des recommandations faites. Cette consolidation a été faite en tenant dûment compte du maintien de l'efficacité de la fourniture de services et d'une répartition souple des tâches. La structure nouvelle correspond aux tâches précises demandant des connaissances spécialisées et des traitements distincts. La réduction qui en est résultée du nombre des groupes administratifs respecte néanmoins l'ensemble des fonctions et des responsabilités d'appui assignées à la Division.

42. En réponse aux questions concernant les irrégularité en matière d'achat constatées à la mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA), il dit que des discussions entre les parties concernées et le Secrétariat étaient en cours et que Secrétaire général présenterait le rapport requis à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session. Les mesures disciplinaires énumérées dans le document ST/AI/371 d'août 1991 ont néanmoins été mises en place.

43. Il partage l'avis du Comité consultatif sur la nécessité d'améliorer les procédures de comptabilité et d'établissement de rapports pour les services d'appui et dit que ces améliorations figureront dans les instructions pour le budget en cours d'élaboration pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Ces améliorations viseront à l'enregistrement systématique des services fournis à d'autres entités, des remboursements touchés et de la manière dont ces remboursements faisaient l'objet de rapports de la part des missions de maintien de la paix concernées.

44. Il déclare qu'il n'y a pas eu de délégation de pouvoir supplémentaire pour la gestion du matériel appartenant aux contingents et pour la gestion du matériel appartenant aux Nations Unies; le seuil des niveaux accordé aux comités locaux de surveillance des biens a été examiné et ajusté. Pour ce qui est du processus de liquidation des missions sur le terrain, des directives ont été données à la Commission en 1997 et celles-ci sont actuellement mises à jour pour tenir compte de l'expérience acquise lors de la liquidation de l'Autorité transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO).

45. En réponse à une question concernant la différence entre la grave insouciance et la grave négligence, il pense lui aussi qu'il faut définir de manière plus claire la grave insouciance lorsqu'il s'agit de pertes attribuables à la négligence. Son bureau collaborera avec le Bureau des affaires juridiques pour préciser cette définition et le résultat de ces consultations sera inséré dans un rapport sur la disposition des biens qui paraîtra prochainement. En réponse enfin à une question concernant la récupération du surcoût des allocations journalières de subsistance en mission à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUK), il dit que cette question en arrive au stade final de l'examen interne et qu'un rapport sera publié prochainement.

46. M. ADZA (Président du Comité des opérations de vérification des comptes) dit que le Comité des commissaires aux comptes se félicite des observations positives faites par le Comité consultatif au sujet de son rapport et a pris note de la demande de ce Comité tendant à ce que le rapport sur les opérations de maintien de la paix soit présenté au début de février. Le respect de cette date limite dépend cependant en grande mesure de la présentation en temps voulu

/...

des états financiers et des réponses de l'administration au projet de rapport du Comité.

47. Le Comité a noté la demande du Comité consultatif tendant à ce qu'il examine les raisons du retard apporté au traitement des bordereaux interservices et l'augmentation des achats pour les opérations de maintien de la paix et il examinera la demande de détails complémentaires dans son examen des achats. Il pense comme le Comité consultatif que les circonstances qui ont entraîné les graves déficiences dans la gestion des contrats à la MONUA révélées par le Comité devraient être examinées par le Secrétariat et que les leçons tirées soient appliquées à d'autres missions du maintien de la paix.

48. Le Comité est satisfait de l'appui recueilli par sa recommandation concernant l'examen périodique des engagements non réglés et a noté les observations des membres de la Commission concernant la nécessité d'un contrôle régulier de ces engagements non réglés. Le Comité examinera également et évaluera les pouvoirs délégués aux missions de maintien de la paix pour la disposition des avoirs et indiquera dans son prochain rapport les domaines où une rationalisation des procédures renforcerait l'efficacité.

49. Des taux élevés de remboursement mensuel dans le cadre du nouveau système pour déterminer le remboursement du matériel appartenant aux contingents contribuent à l'augmentation des dépenses concernant ce matériel. Le Comité s'efforce de déterminer la mesure dans laquelle le nouveau système entraîne les économies des coûts administratifs, question que le Comité souhaiterait voir examinée attentivement par le Secrétariat également.

50. En ce qui concerne le fait que les demandes de remboursement présentées par les pays fournisseurs de contingents n'aient pas été consignées dans les comptes, il note que ces demandes entrent dans un certain nombre de catégories : les demandes provenant de pays fournisseurs de contingents qui n'ont pas encore signé de mémorandum d'accord avec l'Organisation des Nations Unies et dont les demandes ne peuvent donc pas être consignées; les demandes reçues et considérées comme valables par le Secrétariat mais pour lequel le pays fournisseur de contingent n'a pas encore signé de mémorandum d'accord; enfin les autres demandes dont la validité n'a pas encore été acceptée par le Secrétariat. Le Comité a jusqu'ici été dans l'impossibilité de déterminer la valeur totale des demandes non consignées, mais il collabore avec le Secrétariat pour l'examen de cette question et espère pouvoir présenter des informations complémentaires à ce sujet dans son prochain rapport.

La séance est levée à 11 h 20.